Mardi 26 juin 14 h 00 [GMT+1]

NUMERO 226

Je n'aurais manqué un Séminaire pour rien au monde — PHILIPPE SOLLERS Nous gagnerons parce que nous n'avons pas d'autre choix — AGNES AFLALO

www.lacanquotidien.fr

Lacan Quotidien



■ Chronique : « L'inconscient dans la crise » ■

La Grèce symptôme de l'Europe

par Réginald Blanchet



« Le cours de l'évolution de l'Union européenne ressemble beaucoup à une séquence de boom suivi d'éclatement, soit à une bulle financière » (Georges Soros, Le chaos financier mondial, Presses de la Cité, janvier 2012, p. 42). L'Union européenne réduite à la guise de bulle financière, le diagnostic pourrait relever de l'incongruité s'il n'émanait d'un connaisseur.

Georges Soros, milliardaire en vue, est aussi le gestionnaire émérite que l'on sait de fonds spéculatifs. On aurait évidemment beau jeu d'imputer à ce maître de la finance internationale de succomber à l'autisme professionnel que moque le proverbe japonais. « Si votre seul outil, est-il dit, est un marteau tout ressemble à un clou ». Il n'en est rien. Les experts sont unanimes. La zone euro est menacée d'éclatement. La crise financière qui l'atteint traduit l'évolution divergente des économies nationales qui la composent. Concrètement, l'Allemagne enregistre une balance des paiements excédentaire réalisée sur ses partenaires commerciaux de l'Union, dont la balance commerciale reste déficitaire. D'autre part, en raison de la politique de compression des salaires menée dans les années 90, et des sacrifices consentis à cet effet par sa population active, la compétitivité de l'économie allemande est devenue la plus forte en Europe, notamment par rapport aux pays du Sud de la zone euro. Cela lui permet de financer sa dette à des taux très bas sur le marché à la différence de ces derniers (Grèce, Espagne, Italie) et de l'Irlande.



Dans un tel contexte la Grèce fait figure de symptôme de l'Union économique et monétaire. Elle est un condensé de l'évolution problématique et divergente des économies de la zone: baisse de compétitivité, surendettement, délocalisations industrielles. Elle se retrouve prise au piège d'une monnaie unique qui, au lieu de faire converger les économies de la zone vers des standards communs, comme il en était attendu, a accentué les divergences de performances. Au lieu de provoquer un plus de productivité elle a été la source de la formation de bulles à partir d'un surendettement généralisé. La Grèce en est un exemple type. Elle a été prise dans ce mouvement général des économies dont le réel la déborde. Ce n'est pas sans en avoir,

elle aussi mais de façon inégale selon les segments de sa population, tiré profit. Ce n'est pas non plus sans avoir ajouté son propre désordre au désordre global. De là, les allures de moment de vérité que prend la crise actuelle. C'est le moment où le déchaînement d'un réel requiert d'être pris en compte sans que pour autant la solution à lui apporter pour son traitement soit identifiable. De là aussi bien, ces effets de désarroi voire de déhiscence subjective que notent les observateurs sur les parties en présence, notamment les responsables politiques et économiques. C'est là le contrecoup de l'impasse du réel. Dans les termes de G. Soros « penser l'impensable afin de rendre possible l'impossible », voilà ce qu'exigerait selon lui la situation de crise. Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle.



De même Jacques Sapir (« Faut-il sortir de l'euro »,

Seuil, janvier 2012), évoque « le phénomène classique de dissonance cognitive » qui frappe les acteurs de la vie politique et économique. « La dissonance cognitive décrit l'écart qui peut exister entre la représentation de la réalité et la réalité elle-même ». Elle se traduit par « un désarroi et une difficulté quasiment physique pour les acteurs à agir. C'est ce que l'on appelle le déni de la réalité, aussi bien volontaire (auquel cas il convient de parler de dissimulation) qu'involontaire et même inconscient » (p. 138-39, p. 181). On ne saurait être plus net quant aux effets du réel, par définition inassimilable au sujet, et son pouvoir de désorganisation de ce dernier : dans l'ordre de la pensée, voire de l'entendement, mais encore de l'action et déjà de l'acte. Les atermoiements à répétition des responsables européens quant à la conduite à tenir à chaque rebond de la crise financière le montreraient à l'envi.



La Grèce, symptôme de l'Europe, dit donc en premier lieu le désarroi éprouvé devant ce réel sur quoi personne n'a plus vraiment barre. Les économistes et les analystes de la vie politique soulignent en chœur le caractère auto-réalisateur de la crise financière. La mauvaise dette, celle dont le remboursement n'est pas fiable compte tenu de l'état d'une économie donnée, engendre de la mauvaise dette, celle qui ne pourra être remboursée compte tenu des taux d'intérêts élevés qui lui seront appliqués en raison même de son caractère douteux. Pour les mêmes raisons le surendettement produit le surendettement, le service de la dette amplifiant celle-ci à l'infini. La logique à l'œuvre est celle de l'effondrement. Le système s'autodétruit : sa limite c'est le sans limites, soit le néant ou l'éternité, comme on voudra. La crise est le moment où la perspective de l'auto-destruction se fait présente. Il est de fait que, J. Sapir le note, « les autorités de la zone euro ont désormais perdu tout contrôle sur les événements ». Avoir prise sur eux supposerait de modifier toute une vision des choses, de mettre au point une politique qui concilie ce qui est à présent inconciliable (les intérêts et les aspirations des uns et des autres), et le faire dans l'urgence. Le temps de la crise, le temps qui presse, est un facteur décisif. Les réponses qui valaient peu ou prou à un moment donné deviennent obsolètes l'instant d'après. Elles demeurent incertaines et contradictoires. Autant dire que la solution n'existe pas. Le bricolage même est précaire.

A cet égard aussi la Grèce fait figure de symptôme par excellence. Sa situation est tout simplement impossible. Disons le fait, le seul qui vaille, le point de réel auprès de quoi tout le reste n'est que littérature : la Grèce est insolvable. Toutes choses étant égales par ailleurs il ne peut, il ne pourra en être autrement. Dès lors, de deux choses l'une. En substance, soit le pays fait défaut sur sa dette, soit celle-ci est effacée. Dans le premier cas sa sortie de l'euro s'impose. Cela permettrait à l'économie de regagner la compétitivité qu'il convient pour sa relance. La dévaluation sévère de la drachme en sera l'outil. Par son ampleur elle entraînera la catastrophe économique à court terme, soit des sacrifices énormes pour tous. Il est à craindre néanmoins que ce soient les plus faibles qui en fassent pour l'essentiel les frais. D'autre part, en l'absence d'une instance externe qui en ferait valoir la nécessité voire les imposerait, les réformes institutionnelles dont le pays a un besoin urgent, touchant l'organisation de l'appareil d'Etat notamment, seraient livrées à l'aléa des circonstances voire de l'opportunisme

politique si fortement ancré dans les mœurs. La collecte de l'impôt, au préalable l'assujettissement de tous au devoir de contribution, et la suppression des exemptions scandaleuses (les armateurs, la riche Eglise orthodoxe entre autres), puis sa répartition équitable, s'imposeraient à l'évidence parmi les priorités. La voie de l'émancipation monétaire se présente donc comme un pari. C'est un pari à haut risque. Il allie à la certitude d'une tourmente économique violente l'aléa de réformes absolument indispensables. Mais c'est là omettre, au surplus, le poids de la contingence, la survenue de « l'événement imprévu » toujours possible, voire probable dans une conjoncture de crise grave, dont il ne peut être exclu que les effets incalculables pourraient aller jusqu'au chaos politique et social. On prend dès lors la mesure du défi. Il est proprement dissuasif. Rares sont ceux qui, ici, se montrent prêts à en prendre le parti. Les électeurs grecs viennent de le signifier massivement pour leur part. Ils souhaitent rester dans l'Union et dans l'euro.



L'alternative de l'effacement substantiel de la dette suppose de la faire financer par l'Union européenne. Dans l'état actuel des choses cette perspective relève de la chimère. L'Europe du Nord s'y refuse. A supposer que l'orientation politique en soit prise moyennant que l'aide financière ne soit pas inconditionnelle, et moins encore à fonds perdus, les conditions institutionnelles de sa mise en œuvre exigeraient de longs processus d'élaboration. Que l'on songe seulement à la réforme du statut de la Banque Centrale Européenne : elle implique l'intervention de tout un ensemble d'amendements constitutionnels dans les pays membres. Les Etats-Unis d'Europe, et plus modestement l'union budgétaire et fiscale européenne, ne sont pas pour demain. Les transferts de souveraineté des instances nationales à l'instance européenne poseront, de surcroît, de délicats problèmes quant à l'exercice de la

démocratie représentative. En tout état de cause, à supposer que les peuples donnent leur assentiment à ce projet, ce qui est loin d'être acquis, sa réalisation demandera assurément beaucoup de temps. Mais pire que l'inconscient la crise ne laisse pas le temps au temps. Les transferts de ressources du Nord au Sud, la sorte de plans Marshall que les économistes appellent de leurs vœux pour pallier les déficits de structures des économies de la périphérie européenne, ne pourront intervenir à moins : le fédéralisme est requis. Cela signifie pour l'heure que les politiques de discipline budgétaire, à vrai dire d'austérité et de récession économique qu'impose l'hégémonie allemande seront poursuivies en dépit de leur non-sens économique dénoncé par les experts.

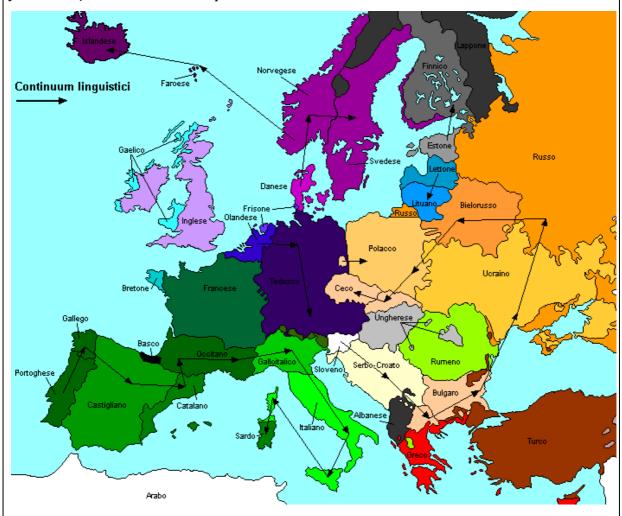


C'est là l'autre face du symptôme grec de l'Europe. Il n'exprime pas seulement ce qui va mal dans le réel, il le reproduit et l'intensifie. La politique qui vise à traiter le symptôme (mesures d'austérité) amplifie la précarité de l'économie et aggrave son insolvabilité. (Lire Paul Krugman encore dans le *New York Times* du 17/6/2012, « Greece as Victim »). Telle est donc l'impasse. Sortir de l'euro ou y rester aux conditions de récession imposées actuellement relève du choix impossible. C'est le vif du drame grec : à des titres différents, certes, les deux alternatives sont tout aussi impraticables l'une que l'autre. Si l'on s'avise que ce qui vaut pour la Grèce vaut *mutatis mutandis* pour les pays du Sud de l'Europe la conclusion semblerait devoir s'imposer : « Ce n'est plus à une crise de gouvernance que nous sommes confrontés mais à une crise existentielle de l'Europe ». Si le cours des politiques actuelles devait rester inchangé la question du délitement de l'Europe serait posée, à tout le moins de la monnaie unique. Tel est l'avis d'analystes réputés, qu'ils se posent en défenseurs de l'euro à l'instar de Georges Soros, de Jacques Attali (« Le cinquième suicide européen »,

21/11/2011, *L'Express*, « Construisons l'Europe de la relance », *Le Monde* du 9/5/2012,) ou de Michel Aglietta (« Zone euro – Eclatement ou fédération », Michalon Editions, janvier 2012), ou ses contempteurs à l'instar de Jacques Sapir (*Le Monde*, 25/5/2012) ou de Frédéric Lordon (« Le commencement de la fin », *Le Monde diplomatique*, Les blogs du Diplo, 1 août 2011 ; « La fausse solution des eurobonds », Les blogs du Diplo, 1^{er} juin 2012).

De ce point de vue, le résultat des élections législatives de dimanche ne règle rien. Ce n'est pas dire que les choses se seraient présentées sous un jour meilleur s'il avait été différent. Les deux choix en présence sont restés, mais pouvait-il en être autrement dans ces circonstances de crise aiguë et de bouleversement de la représentation politique elle-même? En deçà de l'enjeu: rien moins que la refondation de la nation autour d'un projet de vouloir vivre ensemble, autrement. Car à quelque chose malheur est bon. Il permet de décider de ce qui ne peut durer dans ce qui va de travers. La peur est en la matière mauvaise conseillère, et l'aventurisme politique, périlleux. Ce n'est pas là la faute des seuls politiques. Les temps de crise font que les peuples eux-mêmes ont tendance à s'égarer et à faire porter à l'altérité qui les divise la responsabilité de ce qui ne va pas dans le réel. Les politiques du Même trouvent là leur ressort. C'est, au bas mot, l'Allemagne qui rêve d'une Europe à son image et à sa ressemblance. C'est, à l'extrême, le nationalisme néo-nazi qui vient de faire une entrée inquiétante au Parlement grec et prône la purification du sang hellène. Pour tribut il exige que soit versé le sang de l'Autre : chasses à l'homme, agressions physiques des immigrés et des traîtres qui tolèrent leur présence. Faire exister de force la fiction d'un « nous-mêmes » sans Autre revient, dans la règle, à loger chez l'Autre l'objet de la jouissance (le racisme). De façon symétrique, viser l'Autre à sa jouissance (le laxisme économique des pays du Sud par opposition à l'égoïsme patrimonial des pays du Nord) est façon subreptice de lui dénier le droit à exister dans sa singularité. L'aspect le plus retors de la crise financière qui balaie l'Europe, et bientôt sans doute l'Occident, pourrait bien ressortir, pour finir, à cette guerre des jouissances. Son propre est de mobiliser une comptabilité fantasmatique de la jouissance dont le bilan ne peut jamais s'équilibrer. Son axiome, infalsifiable par définition, est que toujours et partout l'Autre jouit plus, et plus que de raison. L'Europe saura-t-elle s'en faire à nouveau le sinthome, soit la fiction qui pourrait faire tenir ensemble ce qui n'est pas fait pour se supporter

mutuellement ? Le dessein européen vit le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il intervint expressément, faut-il le rappeler, pour répondre à ce que celle-ci devait à la paranoïa, soit au vouloir qui entend assujettir l'Autre, le détruire même, pour y abolir la Jouissance dans sa quintessence.



■ Presse ■

Sollers, viré du JDD: «Il faut que le président de la République se marie!»

titre Bibliobs

 $\underline{http://bibliobs.nouvelobs.com/actualites/20120625.OBS9573/sollers-vire-du-jdd-il-faut-que-le-president-de-la-republique-se-marie.html}$

Lisez la dernière chronique de Philippe Sollers JDD du 24 juin

http://www.philippesollers.net/juin2012.html

Samedi 30 juin 10h-13h et 15h-18h à la Maison de la Mutualité, Paris 5°

A l'écoute des autistes

Conversation clinique avec Jacques-Alain Miller

Des concepts et des cas

envoyés à l'avance par mail aux inscrits, les textes sont discutés sur place, dans un échange improvisé avec les auteurs et avec la salle



Pour s'inscrire : On peut se pré-inscrire en adressant un mail à <u>uforca@wanadoo.fr</u> et régler sur place le montant de l'inscription. Les textes seront envoyés à partir du 18 juin. ON POURRA S'INSCRIRE SUR PLACE.

CONVERSATION ORGANISEE PAR UFORCA

www.lacan-universite.fr

UNION POUR LA FORMATION EN CLINIQUE ANALYTIQUE

Lacan Quotidien

publié par navarin éditeur

INFORME ET REFLÈTE 7 JOURS SUR 7 L'OPINION ÉCLAIRÉE

• comité de direction

présidente eve miller-rose eve.navarin@gmail.com

diffusion anne poumellec annedg@wanadoo.fr

conseiller jacques-alain miller

rédaction kristell jeannot

édition philippe benichou, bertrand lahutte

• équipe du Lacan Quotidien

- •pour l'institut psychanalytique de l'enfant daniel roy, judith miller
- •membres de la rédaction :
- lacanquotidien.fr bertrand lahutte & marion outrebon
- la revue de presse armelle gaydon
- •pour babel
- -Lacan Quotidien en argentine et sudamérique de langue espagnole graciela brodsky
- -Lacan Quotidien au brésil angelina harari
- -Lacan Quotidien en espagne miquel bassols
- -responsable de la traduction de Lacan Quotidien au brésil maria do carmo dias batista
- •designers viktor&william francboizel vwfcbzl@gmail.com
- <u>technique mark francboizel & family & olivier ripoll</u>
- •lacan et libraires catherine orsot-cochard catherine.orsot@wanadoo.fr
- •médiateur patachón valdès patachon.valdes@gmail.com

• suivre Lacan Quotidien :

- •ecf-messager@yahoogroupes.fr liste d'information des actualités de l'école de la cause freudienne et des acf responsable : philippe benichou
- •<u>pipolnews@europsychoanalysis.eu</u> liste de diffusion de l'eurofédération de psychanalyse
- responsable : gil caroz
- •amp-uqbar@elistas.net liste de diffusion de l'association mondiale de psychanalyse
- responsable : oscar ventura
- <u>secretary@amp-nls.org</u> liste de diffusion de la new lacanian school of psychanalysis
- responsables : anne lysy et natalie wülfing

| •EBP-Veredas@yahoogrupos.com.br • uma lista sobre a psicanálise de difusão privada e promovida pela associação mundial de psicanálise (amp) em sintonia com a escola brasileira de psicanálise • moderator : maria cristina maia de oliveira fernandes |
|---|
| POUR LIRELES DERNIERS ARTICLES SUR LESITE LACANQUOTIDIEN.FR CLIQUEZICI. |
| • À l'attention des auteurs |
| Les propositions de textes pour une publication dans Lacan Quotidien sont à adresser par mail ou directement sur le site <u>lacanquotidien.fr</u> en cliquant sur "proposez un article", Sous fichier Word • Police : Calibri • Taille des caractères : 12 • Interligne : 1,15 • Paragraphe : Justifié • Notes : manuelles dans le corps du texte, <u>à la fin</u> de celui-ci, police 10 • |
| •À l'attention des auteurs & éditeurs |
| Pour la rubrique Critique de Livres, veuillez adresser vos ouvrages, à NAVARIN ÉDITEUR, la Rédaction de Lacan Quotidien – 1 rue Huysmans 75006 Paris. • |
| |